

au Canada. Nous avons d'excellentes écoles de gestion et d'administration commerciale, mais il nous en faut d'autres encore meilleures, en ce sens que nous devons pousser les études au niveau universitaire. C'est particulièrement important à une époque où la multitude de diplômés en arts et en humanités qui sortent des universités n'ont aucun avenir. J'en ai parlé dans un autre débat il y a une semaine ou deux. Ces jeunes gens et ces jeunes filles très instruits n'ont rien devant eux, pas de spécialité, pas de but, pas d'emplois. Tout cela se fait au prix de ressources humaines et matérielles considérables et au risque de l'impatience croissante des contribuables. Mais, monsieur l'Orateur, cette impatience n'est rien comparée aux frustrations des diplômés eux-mêmes, car elles pourraient se manifester de façon explosive si nous n'attaquons pas le problème. Il n'y a pas longtemps, nous refusions les gens spécialisés, les technocrates, qui n'avaient pas une instruction vraiment approfondie. Mais aujourd'hui la situation est inversée. Nous devons établir un équilibre et c'est ce que les Libéraux ont toujours recherché.

M. Paproski: Allez le dire au premier ministre.

M. Danson: Nos diplômés en sciences et ceux de nos écoles techniques ont au moins une certaine orientation et parfois une spécialisation très poussée; ils ont ainsi des possibilités d'emploi. Toutefois, je crois qu'il est de la plus haute importance que nous fassions périodiquement une réévaluation de notre système d'enseignement, afin de nous rendre compte exactement de ce que nous produisons. Je crois aussi que l'orientation professionnelle dans les écoles secondaires doit constamment être mise à jour, afin d'essayer de prévoir les changements qui peuvent survenir.

A titre d'exemple, il y a un ou deux ans nous souffrions d'une grave pénurie d'instituteurs dans cette province. Je ne veux pas critiquer les enseignants, mais nombre de gens, y compris des instituteurs, j'en suis certain, estimaient que si l'on pouvait lire, écrire et épeler, on pouvait obtenir un poste d'enseignant. Il est difficile maintenant d'en obtenir un même lorsqu'on détient un diplôme.

Mon ami, l'honorable Stanley Randall, ministre ontarien du Commerce et de l'Expansion et le plus grand commis voyageur depuis Willy Loman, célèbre à Broadway, invoque parmi d'autres prémisses précaires en faveur des capitaux étrangers illimités le fait que 60 p. 100 de la recherche et du développement au Canada sont effectués par des entreprises étrangères alors que seulement 26.8 p. 100 de notre actif social appartiennent à des étrangers. Je pourrais contester ces statistiques, mais je les accepterais comme un défi nouveau lancé à nos spécialistes en gestion, à nos gouvernements et à nos industries pour qu'ils diversifient bien davantage leur production afin que notre goût de la recherche rivalise avec notre diligence.

• (3.40 p.m.)

J'espère que le rapport définitif du comité sénatorial de la politique scientifique contiendra des recommandations précises et constructives dans ce domaine général, et je suis tout aussi impatient de voir ce rapport que celui sur la propriété étrangère. J'espère qu'un ministre chargé des sciences s'attachera à cet aspect inquiétant de l'évolution de notre pays. Le rapport devrait aussi nous aider à

[M. Danson.]

exprimer plus clairement nos objectifs nationaux, sociaux, économiques et industriels, préalable essentiel à l'établissement de politiques nationales, non seulement quant à la propriété et aux investissements étrangers, mais aussi quant à l'orientation de nos ressources et de nos énergies, au plus grand avantage des Canadiens ainsi que de nos voisins, amis et partenaires commerciaux et, chose tout aussi importante, monsieur l'Orateur, de nos futurs partenaires commerciaux dans le monde.

Voilà un domaine qui offre des avantages notables et je l'ai constaté en visitant récemment le Sud-Est asiatique. Dans cette région, évidemment, nos intérêts sont le Commonwealth et nos programmes d'aide, que je préfère appeler programmes de développement. Nous développons notre crédibilité dans ces pays, du moins au sein du Commonwealth, en Afrique, en Asie et dans les Antilles. Tout Canadien devrait s'enorgueillir de l'œuvre que nous poursuivons. Ce fut une expérience extraordinaire de voyager en compagnie de notre premier ministre, de voir la considération dont on entoure le Canada et tous les Canadiens, et le respect et l'enthousiasme qu'on manifeste à l'égard de notre premier ministre. On ne saurait mettre en doute nos motifs. Nous sommes là parce que nous croyons que c'est l'endroit où nous devons être: nous y rejoignons un énorme pourcentage de la population mondiale et y agissons à titre d'être humains engagés. Mais entre ces gens et nous il y a une légère différence. Bien que nous soyons leurs amis et qu'ils soient en évolution, ils représentent, je le répète, un potentiel commercial énorme. La question ne manque pas d'intérêt, car, jusqu'ici, notre commerce était tributaire des marchés de nos amis Américains—j'emploie ce mot dans son sens absolu—et des Britanniques. Nous commercions dans une large mesure avec la Grande-Bretagne. Maintenant, les Britanniques glissent peut-être du côté du Marché européen, et notre commerce futur pourra être axé sur deux grandes régions commerciales. Si nous nous faisons connaître dans le monde entier pour notre sérieux, si nous y développons des intérêts et y établissons des liens d'amitié, de vastes marchés s'ouvriront à nous. L'Angleterre négocie aujourd'hui son entrée dans le Marché commun et le moment est venu pour les entreprises canadiennes établies en Grande-Bretagne d'envisager leur position exacte sur le marché dans l'optique du succès de ces négociations et de déterminer si elles pourront y poursuivre leurs activités. Il faut se décider.

Si nous trouvons une formule qui nous permette de poursuivre nos échanges avec la Grande-Bretagne après son entrée dans la CEE, cette formule donnera certainement de bons résultats pour l'ensemble du Marché commun et nous pourrions utiliser les mêmes techniques pour y établir des débouchés. J'ai l'impression que les milieux d'affaires canadiens hésitent quelque peu à commercer avec le Marché commun. Je connais ces problèmes depuis 15 ans et je ne doute pas un instant de leur importance. S'il n'y avait pas de problèmes à résoudre, personne ne se lancerait dans les affaires. Il y a bien sûr des obstacles linguistiques et autres, mais les réactions du marché sont intéressantes. Ces gens-là ont sans doute des habitudes commerciales différentes des nôtres, mais c'est une situation à laquelle il faudra bien s'habituer si nous voulons survivre sur le marché mondial.

J'ai parlé tout à l'heure du tiers-monde, et ce sujet présente un grand intérêt pour nos étudiants et même pour mes propres enfants avec qui j'ai eu l'occasion d'en